



Déclaration de la PSI à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau – 22 mars 2014

Des politiques gouvernementales fermes pour défendre le droit humain à l'eau

Alors que les Nations Unies célèbrent la Journée mondiale de l'eau, en ce 22 mars, nous devons avoir conscience des tensions fondamentales qui divisent les peuples et la planète, et poursuivre nos efforts afin d'y remédier. Les inégalités sociales s'accroissent, le changement climatique s'accélère et les gouvernements ne prennent pas l'initiative d'un changement démocratique. Nombreux sont ceux qui continuent d'ignorer les droits de la personne les plus fondamentaux, y compris le droit humain à l'eau potable et à l'assainissement.

La Secrétaire générale de la PSI, Rosa Pavanelli, s'est rendue au Chili plus tôt dans le mois pour assister à la cérémonie d'investiture de la Présidente Michelle Bachelet. Pavanelli a exhorté le nouveau gouvernement chilien à ramener l'eau dans le giron du secteur public, et ce avant la finalisation de l'Accord de partenariat Trans-Pacifique ; en effet, une fois approuvé, ce nouveau traité empêchera tout gouvernement signataire de remunicipaliser des services publics tels que l'eau.

À Lima, Pérou, Pavanelli participera cette semaine à la campagne nationale initiée par le syndicat affilié (FENTAP), en opposition à une nouvelle politique malavisée de privatisation de l'eau. « Les syndicats de la fonction publique font passer le bien-être de la population et de la planète avant les profits » précise-t-elle, avant d'ajouter : « La maximisation des profits et la dynamique du marché sont au cœur même des tensions auxquelles nous sommes confrontés. La puissance du lobby des entreprises mine nos démocraties et bloque la prise de décisions essentielles et urgentes ».

« La PSI soutient nos syndicats nationaux qui résistent à la poursuite des privatisations et s'efforcent de faire appliquer le droit humain à l'eau potable et à l'assainissement. En cette période difficile, nous les encourageons à élargir leur champ d'action pour inclure les groupes de la société civile et à développer la force politique nécessaire pour que nos élus prennent en compte les besoins des populations ».

« L'obsession du gouvernement à l'égard de la privatisation révèle l'influence considérable exercée par le lobby des entreprises et ses alliés idéologiques. Je salue le courage et la détermination des membres et dirigeants de la FENTAP qui – comme bon nombre d'affiliés à la PSI – se sont mobilisés depuis leurs bases locales pour mettre en place un mouvement national de défense de l'approvisionnement public en eau face à la privatisation et à la pollution industrielle ».

Pavanelli félicite par ailleurs les syndicats et les groupes de la société civile qui ont uni leurs forces dans le cadre de l'Initiative citoyenne européenne afin de protéger les services publics de l'eau au sein de l'Union européenne.

Et de poursuivre : « Les près de deux millions de signatures recueillies devraient faire prendre conscience à la Commission européenne des limites à ne pas dépasser lorsqu'il s'agit de privatiser certains services. Si les membres de la Commission décident d'ignorer ce message, ils agiront à leurs risques et périls et menaceront également ce grand projet qu'est l'Europe. La Fédération Syndicale Européenne des Services Publics (FSESP), la PSI ainsi que nos alliés de la société civile ne resteront pas les bras croisés pendant que nos droits sont bafoués ».

Aux quatre coins du globe, travailleurs, syndicats et organisations de la société civile unissent leurs forces pour contrer la mainmise des entreprises privées sur les services publics, et notamment l'eau, la santé et l'énergie. C'est la raison pour laquelle la PSI promeut la justice fiscale comme levier de financement des services publics de qualité, et s'oppose aux accords inéquitables sur le commerce et l'investissement, qui imposent la privatisation et portent atteinte aux droits des travailleurs ainsi qu'aux droits de protection de l'environnement. Et dans le cadre de la Journée mondiale de l'eau, c'est du droit humain le plus fondamental qu'il est question : le droit à la vie.